



## **31 MARS : contre l'austérité, pour des moyens pour l'éducation**

mardi 24 mars 2026, par [CGT educ'action](#)

Le budget adopté sacrifie les Services publics au refus de la justice sociale et fiscale ainsi qu'au budget militaire et nous serions censé·es applaudir une copie finale nous épargnant les mesures les plus dures du projet d'origine !

Alors que les guerres impérialistes se multiplient faisant peser, au Moyen-Orient, le risque d'une crise économique mondiale, c'est une politique de paix et de réponse aux besoins sociaux qu'il nous faut exiger.

### **Un autre budget pour AMÉLIORER LE SERVICE PUBLIC DE L'ÉDUCATION**

La baisse démographique sert d'excuse pour supprimer toujours plus de postes. Or les suppressions massives sous Sarkozy se sont faites dans un contexte d'explosion démographique des années 2000 dont nous payons déjà les conséquences (effectifs/classe records...) !

Alors que l'Éducation nationale est déjà à l'os, il faut au contraire profiter de la baisse démographique pour améliorer le fonctionnement du service public d'Éducation au service des élèves (conditions d'étude) comme pour les personnels (conditions de travail) et donc créer massivement des postes pour

- **diminuer le nombre d'élèves/classe** (alors que la France est dans les plus mauvais élèves de l'OCDE de ce point de vu)
- **donner les moyens aux personnels de réussir la prise en charge et l'inclusion** des élèves en situation de handicap en créant suffisamment de postes d'AESH (sous statut) et d'enseignant·es spécialisé·es plutôt que mettre en place le tri des élèves avec les PAS ou la fermeture de places en ESMS
- **améliorer la politique de remplacement des personnels, notamment par la création massive de postes de remplaçant·es et de personnels administratifs** plutôt que par la politique de gestion de la pénurie ou l'extension des zones à couvrir mettre fin à la concurrence déloyale de l'enseignement privé sous contrat, qui choisit ses élèves, en le nationalisant.

## **Reconstruire une politique publique POUR LA JEUNESSE...**

Malgré de grandes déclarations sur la jeunesse qui va mal et à la santé mentale fragile, qui subit le harcèlement, les phénomènes de violence... le gouvernement ne répond que par des projets répressifs voués à l'échec et se refuse à donner les moyens nécessaires à la prévention.

Pourtant, plutôt qu'écrire une lettre aux parents, ce sont des moyens que le ministre doit débloquent pour :

- **des créations massives de postes de Vie scolaire, de RASED et de personnels sociaux et de santé** dans l'Éducation
- **former les personnels et leur donner les moyens** pour prévenir les phénomènes de harcèlement
- **renforcer l'EVARS** par le nombre de séances et la formation des personnels
- **redonner les moyens humains et financiers aux politiques de santé mentale, aux services de la PJJ, à la politique de la ville et aux ministères de la culture et du sport**

## **... Et une école qui l'ÉMANCIPE !**

Il est urgent de revenir sur l'ensemble des réformes de tri social de Blanquer et Attal mais aussi redonner plus à celles et ceux qui ont le moins. Plutôt que des demi-mesures sur le parcours en Y et les groupes de niveaux collège et autre rustine pour l'Éducation prioritaire proposées par E.Geffray,

**ensemble, exigeons :**

- **la fin complète des groupes de niveaux et du parcours en Y**
- **une formation initiale des enseignant·es** qui ne soit pas une mise au pas de la liberté pédagogique de nos futur·es collègues
- **le refus de la militarisation** des élèves et l'abandon des classes défenses
- **une nouvelle carte de l'Éducation prioritaire**, intégrant les lycées, basée sur des critères objectifs et transparents et non sur une enveloppe budgétaire fermée.

## **Pour un autre budget qui RESPECTE les personnels...**

Depuis 2010, la valeur du point d'indice n'aura été augmentée que 4 fois et la seule augmentation significative n'aura servi qu'à compenser très partiellement l'inflation record de 2022.

L'appauvrissement des personnels qui va avec cette politique (et accentuant par la dégradation des conditions de travail), a cassé l'attractivité de nos métiers et entraîné l'embauche massive de personnels précaires. Il est donc urgent d'augmenter les salaires pour rompre cette spirale...

**Ensemble, exigeons :**

- **une augmentation indiciaire immédiate de 400€ net par mois** de l'ensemble des personnels
- **l'augmentation de 10% de la valeur du point et indexation de celle-ci sur l'indice des prix** à la consommation
- **la revalorisation immédiate des grilles indiciaires et une carrière basée sur un seul grade avec doublement du traitement** entre début/fin de carrière.
- **l'égalité salariale en mettant fin aux politiques inégalitaires** (parts variables, heures supplémentaires, IMP, retards de carrière dus à la parentalité...)

- **l'abrogation de la réforme des retraites et revenir à la retraite à 60 ans**

## **... Qui améliore les conditions de travail...**

Elles se sont considérablement dégradées pour tous les personnels avec un effet direct sur leur santé et mettant à mal le sens même de leur métier.

L'épuisement professionnel touche de plus en plus de collègues qui tiennent l'institution à bout de bras.

Alors qu'ils·elles subissaient déjà la retenue d'un jour de carence en cas d'arrêt maladie, les agent·es subissent depuis le budget 2025, la baisse de l'indemnisation des arrêts maladie à 90% du salaire. Ce sont des attaques insupportables contre notre système de protection sociale et injustes pour les collègues. Exigeons leur suppression et gagnons le 100% Sécu. La santé n'est pas un luxe.

## **... Et qui résorbe la précarité !**

**Ensemble, gagnons :**

- la **réduction du nombre de trop-perçus** pour les non-titulaires en créant des postes dans les services pour améliorer leur suivi et en appliquant la subrogation en cas d'arrêts maladies ;
- **limiter l'impact financier mensuel des trop perçus** dans l'échéancier de remboursement
- la création d'**un statut de catégorie B** avec une obligation réglementaire de service de 24h pour les AESH,
- la création d'**un statut de catégorie B** pour les AEd
- ainsi qu'**un statut amélioré d'étudiant·es surveillant·es**
- la **titularisation de l'ensemble des non titulaires** sans condition de concours ni de nationalité et la fin du recours aux personnels non-titulaires.

## **Et les agent.es ?**

L'Education nationale, ce sont les personnels du ministère de l'Education Nationale, mais aussi les agent.es territoriaux relevant des mairies, régions, départements... Dégradation des conditions de travail et de rémunération, pénibilité et usure faisant que nombre de personnels ne peuvent pas terminer leur carrière au sein de la structure scolaire ou périscolaire dans laquelle ils assurent leurs missions... : chez nos collègues, la colère monte. Un préavis de grève a été déposé également pour les personnels des établissements scolaires (Agentes et agents Territoriaux Spécialisés des Écoles Maternelles - ATSEM -, animateurs et animatrices, adjoint·es techniques d'entretien et restauration, titulaires, contractuel.les stagiaires et agent·es faisant-fonction - et l'ensemble des agent·es et salarié·es du champ public et privé de la Fédération CGT des Services publics, de 0 h à 24 h le mardi 31 mars 2026. [Pour le consulter, le télécharger, l'afficher sur les panneaux syndicaux : c'est ici !](#)

*Télécharger le tract pour le lire, l'imprimer, le diffuser, l'afficher sur le panneau syndical... ↗*

**REFUSONS L'AUSTÉRITÉ ET EXIGEONS DES MOYENS POUR L'ÉDUCATION**  
**POUR GAGNER LA GRÈVE NATIONALE DU 31 MARS.**  
**AMPLIFIONS LES GRÈVES LOCALES ET PORTONS LA SEMAINE D'ACTIONS DU 30 MARS**

**LA CGT ÉDUC'ACTION, LE SYNDICAT DE TOUS LES PERSONNELS DE L'ÉDUCATION NATIONALE**

Le budget adopté sacrifie les Services publics au refus de la Justice sociale et fiscale ainsi qu'au budget militaire et nous serons cerésés applaudir une copie finale nous épargnant les mesures les plus dures du projet d'origine !

Alors que les guerres impérialistes se multiplient faisant peser, au Moyen-Orient, le risque d'une crise économique mondiale, c'est une politique de paix et de réponse aux besoins sociaux qu'il nous faut exiger.

**POUR UN AUTRE BUDGET OUI RESPECTE LES PERSONNELS...**

Depuis 2010, la valeur du point d'indice n'a pas augmenté que 4 fois et la seule augmentation significative n'a pas servi qu'à compenser très partiellement l'inflation record de 2022. L'appauvrissement des personnels qui va avec cette politique est accentué par la dégradation des conditions de travail, à cause l'attachement de nos métiers et surtout l'absence massive de personnels précoces. Il est donc urgent d'augmenter les salaires pour rattraper cette spirale...

**ENSEMBLE, EXIGEONS :**

- une augmentation salariale immédiate de 400€ net par mois de l'ensemble des personnels
- l'augmentation de 10% de la valeur du point et indexation de celle-ci sur l'indice des prix à la consommation
- la revalorisation immédiate des grilles indiciaires et une carrière basée sur un seul grade avec doublement du traitement entre début/fin de carrière.
- l'égalité salariale en mettant fin aux politiques inégalitaires (parts variables, heures supplémentaires, RMP, retard de carrière due à l'apprentissage...)
- l'abolition de la réforme des retraites et revenir à la retraite à 60 ans.

**BIEN AMÉLIORER LES CONDITIONS DE TRAVAIL...**

Elles ne sont considérablement dégradées pour tous les personnels mais en effet, avec leur temps et surtout à mal le sens même de leur métier. L'équipement professionnel touché de plus en plus de collègues qui quittent l'institution à bout de bras.

**ET QUI RÉSOLVÉ LA PRÉCARITÉ**

**DÉFINISSEZ, GAGNONS :**

- la réduction du nombre de trap-perçus par les non-titulaires en créant des postes dans les services pour améliorer leur suivi et en appliquant la subrogation en cas d'arrêts maladie ; limiter l'impact financier excessif des trap-perçus dans l'échancier de remboursement
- la création d'un statut de catégorie B avec une obligation réglementaire de service de 24h pour les AESH
- la création d'un statut de catégorie B pour les AED ainsi qu'un statut amélioré d'étudiants surveillants
- la titularisation de l'ensemble des non-titulaires sans condition de concours ni de nationalité et fin du recours aux personnels non-titulaires.

**NON À LA PÉNALISATION DES MALADES ET AU JOUR DE GARANCE**

Alors qu'ils/elles subissent déjà la retenue d'un jour de présence en cas d'arrêt maladie, les agents et salariés depuis le budget 2023, la baisse de l'indemnité des arrêts maladie à 70% des salaires. Ce sont des attaques insupportables contre notre système de protection sociale et injustes pour les collègues. Exigeons leur suppression et gagnons le 100% Sécu. La santé n'est pas un luxe.

Télécharger le communiqué intersyndical national ci-dessous pour l'imprimer, le diffuser, l'afficher sur le panneau syndical... ↻

**Dans l'Éducation nationale :  
 moyens, salaires, conditions de travail, amplifions la mobilisation !  
 Semaine de mobilisation du 30 mars au 3 avril**

Depuis plusieurs mois, nos organisations FSU, UNSA Éducation, CFDT Éducation Formation et Recherche Publiques, CGT Educ'Action et SUD Éducation dénoncent les choix budgétaires du gouvernement : suppressions d'emplois et blocage de toute revalorisation salariale. Ces choix ne peuvent que dégrader encore davantage un service public d'Éducation déjà essouffé.

Sans surprise, les suppressions d'emplois produisent les effets annoncés et réduits. Dans le second degré, où les opérations de préparation de rentrée sont bien avancées, le constat est sans appel : suppressions de divisions qui entraînent une augmentation des effectifs dans les classes, réduction de l'offre de formation, complément de service, chantage aux moyens pour maintenir des groupes de niveau... Les vies scolaires sont particulièrement asphyxiées par le manque de moyens fragilisant toujours plus le climat scolaire des collèges et lycées. Tout montre que le second degré paye, encore, un lourd tribut aux choix budgétaires et politiques faits par le ministre et le gouvernement.

Depuis des semaines, les actions se multiplient, souvent en intersyndicale : grève académique ou locale, rassemblements, action avec les parents d'élèves, opérations collèges morts, vote contre les répartitions de moyens dans les CSA et les CA... D'autres sont prévues. Tout montre donc la détermination à dénoncer des choix qui vont, à rebours, de la nécessaire amélioration des conditions de travail des personnels et d'étude des élèves.

Dans le premier degré, les cartes scolaires vont débiter dès la semaine prochaine et elles vont s'accompagner de l'annonce de milliers de suppressions de classes, avec la contrainte mise sur la création des PAS, en l'absence de moyens supplémentaires. Nous refusons de nouvelles dégradations des conditions de travail et d'apprentissage dans le primaire. Nos organisations alertent déjà sur les difficultés liées au remplacement ou à l'école inclusive, que vont amplifier de nouvelles coupes budgétaires. La baisse démographique doit être une opportunité pour faire baisser de manière significative le nombre d'élèves par classe.

Nous dénonçons ce budget 2026 synonyme de dégradation des conditions de travail, de poursuite du déclassement salarial de nos professions et de mise à mal des ambitions éducatives du service public d'Éducation. Nous dénonçons la vision budgétaire et court-termiste du gouvernement : la variable démographique ne peut être la boussole principale des choix en matière de moyens pour l'Éducation nationale. Cette fuite en avant, doit cesser. Nous alertons dès maintenant sur la nécessité de préserver l'Éducation nationale dans le prochain budget.

**Dans l'action !**  
 Pour dénoncer et refuser les suppressions d'emplois de la rentrée 2026 et leurs conséquences, exiger un budget 2027 avec des moyens de créations d'emplois et de revalorisation salariale sans contreparties, la FSU, UNSA Éducation, la CFDT Éducation Formation et Recherche Publiques, la CGT Educ'Action et SUD Éducation sollicitent les mobilisations en cours et à venir (rassemblements, actions avec les parents d'élèves, grèves locales etc) et appellent à les amplifier en particulier sur la semaine du 30 mars au 3 avril.  
 Au cours de cette semaine de mobilisation, nos organisations appellent en particulier, partout où cette date ne fait pas obstacle aux actions déjà organisées, à une journée de grève le mardi 31 mars.

Nos organisations continueront le travail en intersyndicale pour exiger des moyens et d'autres choix budgétaires pour le service public d'Éducation et les personnels.

A Paris, le 20/03/2026

Télécharger le communiqué intersyndical départemental ci-dessous pour l'imprimer, le diffuser,

*l'afficher sur le panneau syndical... ↷*



**Dans l'éducation nationale :  
moyens, salaires, conditions de travail, amplifions la mobilisation !  
Semaine de mobilisation du 30 mars au 3 avril**

Sans surprise, du fait des choix budgétaires du gouvernement Macron-Lecornu, les suppressions d'emplois produisent les effets annoncés et redoutés. Dans le second degré, où les opérations de préparation de rentrée sont bien avancées, le constat est sans appel : suppressions de divisions qui entraînent une augmentation des effectifs dans les classes, réduction de l'offre de formation, complément de service, charriage aux moyens pour maintenir des groupes de niveaux... Les vies scolaires sont particulièrement asphyxiées par le manque de moyens fragilisant toujours plus le climat scolaire des collèges et lycées. Tout montre que le second degré paye, encore, un lourd tribut aux choix budgétaires et politiques faits par le ministre et le gouvernement. Depuis des semaines, les actions se multiplient, souvent en interdépendance : grève académique ou locale, rassemblements, actions avec les parents d'élèves, opérations collèges morts, vote contre les répartitions de moyens dans les CSA et les CA. D'autres sont prévues. Tout montre donc la détermination à dénoncer des choix qui vont, à rebours de la nécessaire amélioration des conditions de travail des personnels et d'étude des élèves.

Dans le premier degré, les cartes scolaires commencent à arriver et elles s'accompagnent de l'annonce de milliers de fermetures de classes, avec la contrainte mise sur la création des PIS, en l'absence de moyens spécifiques. Nous refusons de nouvelles dégradations des conditions de travail et d'apprentissage dans le primaire. Nos organisations alertent déjà sur les difficultés liées au remplacement ou à l'école inclusive sans tous les moyens nécessaires, que vont amplifier de nouvelles coupes budgétaires. La baisse démographique doit être une opportunité pour faire baisser de manière significative le nombre d'élèves par classe.

Nous dénonçons la vision budgétaire et court-termiste du gouvernement : la variable démographique ne peut être la boussole principale des choix en matière de moyens pour l'éducation nationale. Cette lutte en avant, doit cesser. Nous alertons dès maintenant sur la nécessité de préserver l'éducation nationale dans le prochain budget.

Au cours de cette semaine de mobilisation,  
nos organisations syndicales appellent en particulier,  
partout où cette date ne fait pas obstacle aux actions déjà organisées

**À UNE JOURNÉE DE GRÈVE LE MARDI 31 MARS**

**MANIFESTATION à BOURG EN BRESSE  
13H DEVANT LA DSDEN (rue de la Paix)  
15h AG DE GRÉVISTES (salle Olympe de Gouges, 1 rue Pierre Sémand)**

## **MANIFS, RASSEMBLEMENTS... LES RDV DANS L'AIN :**

- **Nantua** : rassemblement à 8h00 devant le lycée Xavier Bichat.
- **Bourg-en-Bresse** : rassemblement de 10h à 12h30 devant le collège Thomas Riboud.
- **Bourg-en-Bresse** : RASSEMBLEMENT ET MANIF DÉPARTEMENTALE. Départ manif à 13h devant la DSDEN de l'Ain.
- **Bourg-en-Bresse** : AG de grévistes à 15h à la salle Olympe de Gouges, avenue Pierre Sémand (face à la gare), au-dessus du restaurant La Canaille.

*En prévision de la manif, télécharger et imprimer notre boîte à slogans ci-dessous ! ↷*



## SLOGANS 2026

Pour un autre budget, pour nos salaires, nos emplois, nos retraites, nos industries, nos services publics, pour la culture & la justice sociale

Nous, c'qu'on veut, c'est un plan d'urgence x4

**Du fric, du fric, pour l'école publique !  
Du cash, du cash, pour les AESH !**

Nous, c'qu'on veut, c'est le collège uni-que  
Nous, c'qu'on veut, c'est avoir plus de fric  
Nous, c'qu'on veut, c'est pas un unifor-me  
Nous, c'qu'on veut, c'est la fin des réfor-mes

**Macron nous fait la guerre et les patrons aussi  
Mais on reste d'êter-e pour bloquer le pays !  
Macron nous fait la guerre et les patrons aussi  
Mais oon reste d'êter-e / Pour blo-quer le pays!**

Nous sommes fortes, nous sommes fières,  
pour nos écoles - nos hôpitaux - notre justice - et  
nos services sociaux  
on est d'êter et en colère !

**De l'argent il y en a / Dans les caisses du patronat!  
De l'argent, il y en a / Dans les caisses de Stanislas  
Et l'argent on l'prendra  
Dans les caisses du patronat  
Et dans les caisses de Stanislas !**

Et la rue elle à qui? Elle est à nous!

**Et notre école, elle est à qui ? A tous !**

Du fric, pour les services publics !

**Tous ensemble tous ensemble plan d'urgence !**

Du blé, du blé, du blé,  
Pour l'école & la santé,  
Du blé, du blé, du blé,  
Pour les services publics et pas pour l'armée !

**Pas d'uniforme, ni d'admission,  
De l'argent, pour l'éducation !**

**Macron!**

**Remballe, remballe, remballe ton tri social !  
Ni u-ni-forme, ni groupes de niveau,  
des postes, des postes et des moyens :  
c'est ça qu'il faut !**

Dans tous les quartiers, dans toutes les  
régions, un même droit, à l'éducation !

**Ecoles, collèges, lycées !  
Contre l'austérité**

Du pagnon, pour l'éducation,  
et pas pour les patrons !

**35 par classe - c'est dégueulasse x2  
Le tri social - c'est dégueulasse x2  
La sélection - c'est dégueulasse x2  
Parcoursup - c'est dégueulasse x2  
Et les grévistes... ont trop la classe ! x2  
Et l'plan d'urgence... c'est trop la classe ! x2**

Des moyens supplémentaires pour l'éducation  
prioritaire !

**Ya 2 placines à Stanislas, et nous ?  
Il pleut dans nos classes !  
Ya 7 gymnases à Stanislas, et nous ?  
On chaus-fle pas nos classes !  
Pas d'Parcoursup à Stanislas ! Les pauvres ?  
Qu'ils restent à leur place !  
Ya l'uniforme à Stanislas ! Et nous ?  
On veut juste un prof par classe !**

On est là, on est là,  
même si Macron ne veut pas nous on est là  
Pour l'honneur de nos élèves /des travailleurs/  
des travailleuses  
et pour un monde meilleur  
/ et pour une société heureuse  
Même si Macron n'veut pas nous on est là